

Arrangements fiscaux fédéraux-provinciaux

M. Hnatyshyn: S'il continue de m'interrompre, je devrai peut-être prendre toutes les 40 minutes auxquelles j'ai droit. Je sais qu'il veut parler au cours du débat. Je suis certain qu'il aura quelque chose d'important à dire.

J'aimerais parler de l'optique dans laquelle il faut considérer la mesure à l'étude et de la façon dont nous devons aborder les relations fédérales-provinciales. La situation au Québec me préoccupe. Cependant, cette situation n'est pas unique en son genre. Plusieurs régions du Canada, du moins les régions isolées, ont certains griefs. A titre de Canadien de l'Ouest, je sais que certains de ces griefs existent depuis presque aussi longtemps que la Confédération.

Tous les députés conviennent que tout autre régime qu'un Canada uni serait un désastre. Ceux qui disent le contraire à propos de la séparation d'une partie du Canada ne se rendent vraiment pas compte des difficultés que cela entraînerait. Je pense à ceux qui envisagent la possibilité de mettre sur pied une sorte de marché commun entre les différentes régions du Canada; mais je ne pense pas que ce soit une solution facile, ou même une solution tout court, aux problèmes de notre pays. Cette idée de marché commun ne règle en rien le problème essentiel.

● (2040)

Il y a des tas d'exemples qui prouvent que, même si on essaie de concevoir une autre forme d'union entre les différentes régions, nos problèmes demeureront les mêmes. Que l'on parle, par exemple, de tarifs douaniers à l'intérieur de cette nouvelle union, de monnaie commune ou encore de transports, dans tous ces domaines, la séparation ou un genre d'union ou de collaboration dans le cadre d'un marché commun ne résoudreait en rien les problèmes qui ne manqueraient pas de surgir.

Si l'on pense aux tarifs douaniers, par exemple, et à la possibilité d'une politique commune des tarifs, acceptée par les différentes régions, on constate toujours des divergences d'opinions à ce sujet. Les gens des régions centrales sont traditionnellement en faveur de tarifs douaniers élevés, qui permettent de protéger leurs industries de transformation. Considérons les textiles, par exemple. Les gens de la région atlantique et de l'Ouest du Canada sont fondamentalement des partisans du libre-échange.

Nous parlons de la politique monétaire. Nous savons qu'un chômage général sévit actuellement dans les provinces maritimes et la population de ces provinces a tendance à appuyer une politique monétaire expansionniste, en vue de résoudre ce véritable problème. Par ailleurs, les autres Canadiens sont plus ou moins en faveur d'une politique monétaire expansionniste, car ils se préoccupent davantage de l'inflation et des tendances inflationnistes. Ces régions sont donc portées à préconiser une politique monétaire plus restrictive.

Je ne peux comprendre comment dans un Canada divisé en régions on pourrait améliorer le réseau de transport déjà peu satisfaisant dont nous sommes malheureusement pourvus à l'heure actuelle. Chose certaine, je ne vois pas comment la séparation pourrait être avantageuse. Je ne crois pas, si l'on envisage rationnellement ces questions sous cet angle, qu'on puisse trouver aucun avantage particulier à la séparation. Il y a lieu, je pense, de nous rappeler les avantages énormes que nous procure l'unité qu'il faut conserver en essayant de travailler dans le cadre d'un Canada uni afin d'améliorer le sort de

chaque région et de faire disparaître toutes les inégalités régionales.

Je dois dire en tant que Canadien de l'Ouest que l'idée d'une sorte d'aliénation à l'égard du centre du Canada a existé, c'est connu. On en a eu de nombreuses manifestations. Heureusement, ce sentiment d'aliénation n'a pas pris trop d'ampleur, pas au point d'appuyer de façon significative la séparation comme telle. Mais dans l'Ouest, on a éprouvé cette sorte de sentiment fondé sur des antécédents historiques qui remontent à de nombreuses années. L'exemple le plus récent est, je suppose, l'inquiétude ressentie par les gens de l'Ouest à l'égard de toute la question énergétique. Cette question leur apparaît, au moins à eux, comme une confrontation des autorités fédérales et des droits des provinces de l'Ouest d'exercer un contrôle sur leurs ressources naturelles.

Bien sûr, les gens de l'Ouest ont depuis toujours été préoccupés de questions comme celle des tarifs-marchandises. A l'heure actuelle, ils s'inquiètent beaucoup du fait que bien qu'on ait imposé à toutes les régions du Canada une politique nationale de restrictions et de contrôles, ces contrôles ne semblent pas toucher les coûts du matériel agricole et de l'outillage agricole qui continuent de monter en flèche. Ce sont là quelques-unes des plaintes qu'on peut entendre un peu partout dans l'Ouest du Canada.

Les gens de l'Ouest ont l'impression diffuse qu'au moment de formuler ses mesures législatives, le gouvernement installé au centre du Canada adopte à leur égard une politique colonialiste à peine voilée. Cette impression, qui a probablement des racines historiques, est sans doute née à l'occasion des troubles qui ont abouti en 1885 à la rébellion de Riel, rébellion due à l'ignorance du gouvernement à l'égard de la situation de l'Ouest et de son indifférence à l'égard des aspirations des Prairies.

Entre la rébellion de 1885 et la Première Guerre mondiale, l'Ouest a sans doute eu beaucoup trop à faire avec la multitude d'immigrants venus s'établir sur son territoire pour tenir compte des griefs qu'il pouvait avoir à formuler. Il a connu au cours de ces années un âge d'or des valeurs immobilières et de la construction financée grâce à l'argent de l'Est. Cette source financière s'est apparemment tarie de façon arbitraire vers 1913, lorsque les brefs de saisie ont remplacé les prêts et que les banquiers de l'Est ont été accusés de prélever leur livre de chair. On a établi que les gérants de succursales de l'Ouest déclinaient toute responsabilité et imputaient leur action à des décisions prises au bureau central, aspect qui n'a pas peu contribué à cimenter l'antagonisme des Prairies. A ce moment, les Canadiens de l'Ouest se rendirent compte à l'évidence qu'ils constituaient pour ainsi dire un marché captif pour les usines de l'Est protégées par le tarif, en plus de payer les frais de transport de tout ce qui était importé de l'Est, et qu'ils devaient aussi payer le transport de tout ce qu'ils vendaient. Pendant des années, des récoltes minables et le bas niveau des prix du blé eurent un effet désastreux sur l'Ouest et le gouvernement central semblait, par impuissance ou par indifférence, incapable de faire face à ces crises. Les manifestations politiques et le désarroi qui s'ensuivirent dans l'Ouest amenèrent la création de mouvements politiques comme le parti progressiste, ce fragment de parti là-bas, le CCF, qu'on appelle maintenant le NPD, et le Parti du Crédit social. Les Cana-